

même les causes de cette étrange contradiction, on lui dit qu'on s'était malheureusement trompé, que l'activité à laquelle on l'avait exhorté à participer avait été "fiévreuse", qu'il aurait dû s'en douter, que nous aurions tous dû savoir, qu'après la guerre il se produirait nécessairement une baisse formidable, parce que "l'amas des capitaux a été épuisé" et que nous n'avons plus d'argent pour rien produire, tandis que les autres n'ont plus d'argent pour acheter.

Nous nous rappelons très bien cet avis que donnaient nos institutions financières pendant et après la guerre, surtout au moment où les cultivateurs canadiens se plaignaient de leur situation: nous devons tous faire des sacrifices; nous devons tous affirmer notre patriotisme. Je demande au président et aux membres de ce comité de bien vouloir me dire si les banques ont pris leur part des pertes et des sacrifices qu'a supportés le peuple du Canada? Alors que le peuple souffrait,—non seulement à la campagne, mais dans les villes,—les banques tenaient toujours leur réunion annuelle et continuaient de déclarer des dividendes. A chacune de ces réunions, alors que les autres consentaient des sacrifices et enduraient des privations, on annonçait que l'exercice avait été fructueux et que les dividendes habituels seraient versés.

On parle beaucoup au Canada aujourd'hui de la nécessité d'une vigoureuse politique d'immigration. Nous nous rendons tous compte que nous chancelons sous le poids d'une dette énorme et que pour développer ce vaste pays, il faut augmenter notre population. Mais quels avantages pouvons-nous offrir aux immigrants? Nous voyons qu'en Nouvelle-Zélande, en Australie et aux Etats-Unis on a inauguré un système de crédit rural pour aider les cultivateurs. Nous dépensons des millions de dollars pour attirer des immigrants au Canada et quels avantages offrons-nous à ces colons? Qu'on me permette de comparer ce qu'on fait pour le cultivateur aux Etats-Unis à l'heure actuelle avec ce qu'on fait chez nous. Si un cultivateur contracte un emprunt de \$1,000, en vertu du crédit rural qui existe là-bas et qui comporte un système d'amortissement, en trente-quatre ans il aura remboursé \$1,870. Le cultivateur qui contracte le même emprunt au Canada doit payer un intérêt de 8 p. 100 et je dirai même que beaucoup d'emprunts portent un intérêt plus élevé. A ce taux-là, au bout de trente-quatre ans, au lieu d'avoir payé, comme son cousin des Etats-Unis, \$1,870, il aura versé la somme beaucoup plus considérable de \$3,700. Quel avantage ont donc les immigrants à venir au Canada si, en venant ici, il leur faut faire concurrence sur le même marché à des gens qui sont dans une bien meilleure situation qu'eux.

Je crois que l'honorable député d'Halifax ou du moins beaucoup d'autres ont admis qu'il y a une brèche entre notre système financier actuel et le cultivateur. Aussi, le Gouvernement ferait des heureux, surtout parmi les membres de notre groupe, si, au lieu d'essayer de faire passer ce bill de force à l'heure actuelle, il attendait le rapport du comité spécial de l'agriculture at sa proposition d'un mode quelconque de crédit rural et nous garantissait d'y donner suite. Mais à défaut d'une pareille garantie, c'est notre devoir de protester contre l'adoption du bill pour la revision de la loi des banques.

M. MACLEAN (Halifax): Ne vaudrait-il pas mieux consacrer une partie du temps absorbé par le présent débat à élaborer un système de crédit rural ou à jeter les bases de quelque institution financière répondant à la situation que mon honorable collègue prétend exister dans l'Ouest aujourd'hui? Y a-t-il un lien nécessaire entre un système bancaire fonctionnant dans des conditions économiques et un système de crédit rural?

M. LUCAS: C'est justement ce que je suis en train de dire. Le comité spécial de l'agriculture a passé presque tout son temps cette année à élaborer un système de ce genre et cependant on veut faire adopter ce bill de force avant d'avoir pris connaissance des conclusions de ce comité.

Je ne veux pas prendre plus de temps qu'il ne faut. Comme je l'ai dit au commencement de mes remarques, je ne veux pas éterniser la discussion mais je considère réellement **que**, étant donné la situation actuelle, il est du devoir du Gouvernement d'essayer d'élaborer un système quelconque de crédit rural pour les agriculteurs du Canada. Il y a une chose dont je suis sûr et c'est celle-ci: Les conditions économiques contre lesquelles le cultivateur doit lutter sont telles qu'il est presque désespéré, et à moins que nous ne leur rapportions de cette session l'espoir,—ne serait-ce qu'un rayon d'espoir,—qu'on va prendre des dispositions pour l'aider à se délivrer du fardeau qu'il porte, il y aura un exode tel qu'il ne s'en est jamais vu dans le passé. Je tiens à rendre justice à mes honorables collègues. Je crois que nous désirons tous sincèrement le bien de notre pays, mais j'estime qu'après les mois que nous avons passé ici, le Gouvernement devrait essayer d'établir un système quelconque de crédit rural pour soulager nos cultivateurs. Dans presque tous les autres pays du monde ce système existe.

Aujourd'hui, le peuple canadien se tourne vers le Gouvernement pour obtenir une direc-